



## BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES

EPREUVE ESC

**CODE SUJET :**  
**305**  
**ESC\_RT**

**Conception : E.S.C. AMIENS PICARDIE**

### RESUME DE TEXTE

OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ECONOMIQUE, TECHNOLOGIQUE,  
LETTRES & SCIENCES-HUMAINES

**Vendredi 14 mai 2010, de 14 h. à 17 h.**

*Résumez en 400 mots le texte suivant.*

*Une tolérance de 40 mots est admise : le résumé devra être strictement compris entre 380 et 420 mots.*

*Les candidats doivent indiquer, sur leur copie, le nombre employés de 50 en 50 (marque dans le texte et regard dans la marge), ainsi que le total exact à la fin.*

*Les correcteurs tiendront compte de la présentation de la copie et de la correction de la langue.*

*L'usage de documents et de tout matériel électronique est interdit.*

---

Un spectre a surgi des débats sur le préambule du Traité constitutionnel, le spectre du christianisme. Depuis, la question des « racines chrétiennes » de l'Europe irrite, agace et soulève des objections immédiates. Impossible d'y échapper pourtant, si l'on prétend aborder celle, cruciale, de l'identité. Il faut donc la dépassionner, en essayant d'y répondre avec les outils de l'historien. Difficile ? Sans doute, mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer.

Mais, dira-t-on, est-ce si important que cela ? Quel besoin de remuer un passé dans lequel tous les Européens ne se retrouvent point, et qui divise plutôt qu'il ne rapproche ? La raison en est simple. On ne saurait sans dommage du passé faire table rase, les révolutionnaires de tout poil ont fini par l'apprendre à leurs dépens. Toute révolution - et l'unification de l'Europe est, à sa manière, une authentique révolution - fabrique du neuf avec de l'ancien. En effet, il n'existe pas de construction collective qui ne prenne appui sur le legs du passé, quel que soit par ailleurs l'usage qu'on entend en faire. L'histoire se venge si l'on prétend lui tourner le dos.

Mettre à nu les « racines » de l'Europe n'est pas un exercice bien original. Sans chercher à descendre jusqu'aux premières couches de ce millefeuille qu'est toute civilisation, contentons-nous d'identifier, après tant d'autres, les quatre strates qui fondent l'Europe telle que nous la connaissons, ses quatre piliers si l'on veut : la Grèce, Rome, les Barbares, l'Église. Que chacun de ces apports ait irrigué d'autres civilisations, sous d'autres cieux, ne change rien à l'affaire : c'est leur combinaison particulière qui est intéressante, autrement dit le fait qu'ils fussent réunis ici, de la manière dont ils l'ont été.

C'est des anciens Grecs que les Européens tiennent leur théâtre, les formes élémentaires de leur art, leurs canons de beauté, leurs premières définitions de la science et de la philosophie. Aussi, peut-être surtout, c'est d'eux qu'ils ont hérité leur goût de la politique entendue comme la forme la plus élevée, car la seule humaine, de la vie en collectivité, d'eux qu'ils ont appris la primauté de la raison, la politique elle-même n'étant que l'exercice public de la raison. Enfin, c'est d'eux qu'ils tirent leur vocabulaire politique, une catégorisation des régimes dont ils ne sont jamais vraiment sortis, et, bien sûr, la première expérience de cette chose fragile et incertaine, car fondée sur la raison individuelle et la libre parole, je veux dire la démocratie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la Grèce, comme l'Empire macédonien qui lui a succédé, comme les États « grecs » des diadoques qui ont pris la relève de ce dernier, n'était pas l'Europe. C'était un monde en soi, qui obéissait à ses propres dichotomies, notamment celle qui opposait le Grec au Barbare. L'Europe ne lui était qu'un concept géographique, culturellement et politiquement indifférent. On pouvait être, et on l'était le plus souvent, grec en Asie mineure, on pouvait être, et le plus souvent on l'était, barbare en Europe.

Il en allait de même de Rome, qui a porté le message grec aux limites du monde connu qu'elle a unifié sous sa loi. Civilisation cosmopolite, impériale et assimilatrice, Rome n'avait que faire de l'Europe. Il n'empêche que sans Rome, l'Europe eût été bien différente, à l'image d'autres contrées irriguées par l'esprit grec mais qui sont restées rétives à l'influence romaine - le Proche-Orient, par exemple, ou l'Inde, ou la Perse, ou ce qu'on appelle aujourd'hui l'Afghanistan. Car c'est à Rome que les Européens ont emprunté non seulement une partie de leurs idiomes dits « latins », mais aussi leurs principes de droit, leur idée de la citoyenneté, leur conception de la souveraineté, qu'au XVI<sup>e</sup> siècle un Jean Bodin remettra à l'honneur en l'investissant d'un contenu neuf, leur notion d'empire enfin, dont on ne saurait surestimer le rôle dans l'histoire de l'Europe.

Jusqu'ici, rien que de très classique. Mais voici un élément trop souvent oublié, et fort injustement : les Barbares, autrement dit les premiers « vrais » Européens. En déferlant de leur Germanie natale - la « matrice des nations », dira Ammien Marcellin -, ces guerriers, dont beaucoup se mettent au service de Rome et se veulent passionnément romains, abattent leur idole pour mieux la faire leur. L'Empire romain n'y survivra pas. Mais de son morcellement en royaumes barbares allait naître au cours des siècles l'Europe moderne des nations et des États territoriaux. Des liens d'homme à homme qui fondaient leurs sociétés frustes de guerriers analphabètes émergera une institution médiévale dont il faut dire et redire l'importance pour l'évolution de la culture politique de l'Europe : la féodalité. Nous y reviendrons.

Enfin, leur choix du catholicisme romain plutôt que de l'arianisme assurera la perpétuation de l'idée d'empire, capitale pour la survivance d'une unité politique (fantasmatique) et culturelle (réelle) du continent. C'est, en effet, l'Église catholique, apostolique et romaine qui assure la transition entre l'empire défunt et la nouvelle donne sociale, politique et culturelle de l'Europe médiévale. De ces trois attributs dont elle se pare, c'est le premier et le dernier qui nous intéressent ici. L'Église est catholique, autrement dit universelle, mais son universalité ne s'étend que sur un monde rétréci aux dimensions de l'Europe seule, une Europe coupée de son hinterland méditerranéen par l'islam et bientôt de sa moitié orientale par le schisme orthodoxe. Et elle est romaine parce qu'elle a installé son siège à Rome plutôt qu'à Jérusalem, théâtre de la passion du Christ pourtant, qu'elle a adopté sa langue et ses symboles, qu'elle en a perpétué la culture et les traditions et qu'elle a coulé ses structures administratives et politiques dans les cadres légués par l'Empire romain. Voyons cela d'un peu plus près.

En allant à l'essentiel, ces trois grandes institutions prises ensemble, l'Empire, l'Église et la féodalité, font l'originalité de la civilisation européenne au Moyen Âge. Après la dissolution de l'Empire carolingien, cette pâle imitation de son glorieux devancier romain, ce qui en reste est une ombre et une idéologie : le Saint Empire romain germanique, dont on a pu dire qu'il n'était ni saint, ni romain et à peine germanique ; et l'idéologie de la République chrétienne bicéphale, battue en brèche par l'émergence des entités étatiques souveraines. Mais l'idée d'empire continuera de hanter l'Europe jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

Tout aussi durable, mais bien plus puissante fut l'influence de l'Église. C'est elle qui assure la transmission du savoir antique, qu'elle adapte à sa vision du monde et aux besoins changeants du temps. C'est elle qui domine de ses cathédrales l'espace des clochers, en recule les limites avec ses missions, le balise du réseau de ses ordres monastiques et de ses universités. L'université, sans doute la création la plus originale de la civilisation de l'Occident chrétien, crée la première communauté intellectuelle proprement européenne. On y enseigne partout dans une même langue, pratique la même

philosophie, étudie dans les mêmes manuels et avec les mêmes méthodes, suit à la trace les mêmes professeurs, dispense les mêmes diplômes, qui sanctionnent le même cursus, rigoureusement identique d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre. Le programme de Bologne, qui vise à l'uniformisation des diplômes universitaires européens ? Un retour aux saines pratiques unificatrices des cursus et des degrés médiévaux.

Surtout, c'est elle qui impose à l'Occident médiéval sa vision du monde, spirituelle, bien entendu, mais aussi sociale et politique : emboîtée dans une hiérarchie cosmique unitaire dont Dieu est le sommet et les plus humbles de ses créatures sa base, la société des hommes est, elle aussi, rigoureusement hiérarchisée selon un ordre trifonctionnel jugé immuable - prêtres, guerriers, travailleurs, groupés dans des ordres sociaux verticaux jouissant de privilèges (littéralement, « lois privées ») spécifiques : le clergé, la noblesse, le tiers état. C'est elle qui irrigue de son idéologie le corps politique, puisque le roi lui-même, oint du Seigneur par l'entremise de ses représentants sur Terre, est censé obéir à ses mots d'ordre et la protéger contre ses ennemis. C'est en ce sens qu'on peut dire que le christianisme, ou, si l'on préfère, l'Église, est le fondement de l'Europe. L'Europe est née lorsque l'Empire romain ne fut plus (Marc Bloch) et son accoucheuse fut bien l'héritière autoproclamée de celui-ci.

Si, malgré tout, l'Europe a échappé à la théocratie, c'est parce que, pour puissante et influente qu'elle fût, l'Église n'a jamais pu s'assurer le monopole du pouvoir, ni même des représentations mentales. Derrière sa façade idéologique, elle a finalement peu de prise sur les liens sociaux. Les clercs ne se trouvent qu'en théorie au sommet de la pyramide sociale. En fait, c'est la classe noble qui la coiffe, et qui élabore une civilisation bien à elle, qui doit beaucoup au glaive et très peu au goupillon : l'amour courtois, la chanson de geste, le roman, le tournoi, la figure emblématique du chevalier errant, ne sont évidemment pas d'Église, pas plus que l'hommage féodal qui fonde le système féodo-vassal, central dans l'organisation sociale médiévale. La féodalité, qui, nous l'avons vu, émerge en Occident d'une institution barbare et se développe dans le contexte d'insécurité généralisée provoqué par l'effondrement du pouvoir central, échappe largement au contrôle de l'Église. Or, la culture politique européenne doit à la féodalité la notion essentielle de contrat, qui attache l'homme à l'homme par des liens de réciproque obligation. Les rudes barons qui imposent la *Magna Carta* à Jean sans Terre ont beau ne se soucier que de leurs propres libertés, tout comme, plus tard, les grands noms de la noblesse française en révolte perpétuelle contre un pouvoir royal qui les avilit et dont ils haïssent les prétentions absolutistes, les voies de l'histoire n'étant point moins tortueuses que celles du Seigneur, les uns et les autres travaillent sans le savoir à l'avènement d'un régime dont le principe même leur fait horreur. Sans cette notion de contrat, dont une clause stipule l'obligation de « conseil » du vassal, pas d'obligation implicite du suzerain d'y prêter l'oreille, pas d'assemblée représentative, diète, parlement, États généraux ou Cortès, où la parole politique est libre et dont la logique implacable des assemblées élues tend, par leur nature même, à substituer à leur fonction de simple organe consultatif celle de corps législatifs et de contrôle. Cela peut sembler étrange à première vue, il n'empêche que là où ne s'est pas développée une féodalité puissante, il n'y aurait pas de démocratie libérale, sinon d'importation.

Il y a peut-être plus grave pour l'Église. Deux entités puissantes perturbent insidieusement l'ordonnement idéal de la civilisation médiévale, féodalité comprise. L'une est la ville ; l'autre, l'État. La ville, avec sa chartre qui assure son autonomie, avec sa bourgeoisie orgueilleuse qui fait de la richesse matérielle le critère principal de son éminence sociale, avec son campanile ou son beffroi qui illustre, face à la cathédrale et au château, sa puissance et l'éclat de sa culture, n'entre évidemment pas dans le cadre de l'ordre trifonctionnel. Qui franchit ses portes y respire, dit-on, l'air de la liberté. Elle est d'ailleurs, contre les grands féodaux, la meilleure alliée de l'État territorial, qui émerge sur les ruines de la République chrétienne bicéphale et qui n'aura de cesse de s'émanciper au plus vite des deux pouvoirs transnationaux : l'Empire et, justement, l'Église. Un siècle après l'apparente victoire du pape dans la querelle des Investitures, lorsque l'empereur Henri IV a dû s'agenouiller à Canossa, Philippe IV le Bel de France envoie ses sbires à Rome souffleter le vieux Boniface VIII, met à bas la puissance des Templiers, et lui impose « l'exil babylonien » d'Avignon. Fils aîné de l'Église, bien sûr ; mais à ses conditions.

Cependant, si les cadres médiévaux s'effritent, l'unité de la civilisation européenne reste. En effet, les faits culturels et sociaux sont paneuropéens ; la politique, elle, tend à l'éclatement. Mais l'État « moderne », c'est-à-dire fondé sur un territoire et investi d'une double souveraineté, intérieure face

aux grands féodaux et extérieure vis-à-vis des puissances supranationales, le Pape et l'Empereur, est lui-même un trait spécifique de la civilisation européenne. Voilà pourquoi, s'il hâte la dissolution des cadres unificateurs politiques de l'Europe médiévale, il n'entame en rien son unité culturelle. Les grands moments qui marquent l'avènement de la modernité européenne - la Renaissance, l'humanisme chrétien, les Réformes protestantes et la Réforme catholique - sont autant de crises intellectuelles et spirituelles qui concernent l'ensemble de l'Europe, et vécues comme telles. Seulement, le christianisme n'étant plus en mesure d'assurer son unité culturelle, on évoquera moins la Chrétienté, maintenant éclatée en Églises rivales ; la sécularisation des esprits et des institutions aidant, l'Europe est désormais la référence obligée des Européens, ou du moins de leurs élites.

On le voit, la question des « racines chrétiennes de l'Europe » ne saurait se réduire en un affrontement stérile entre deux visions du monde antagoniques, elles-mêmes réduites à des slogans puérils. Il s'agit plutôt de prendre en compte l'ensemble de l'histoire du continent, en embrasser la richesse, en suivre les évolutions sur la longue durée, en comprendre les mécanismes, en faire, enfin, une source d'identification pour tous les citoyens, chrétiens ou non. Oui, l'Europe a été chrétienne, et l'on se condamne à ne rien comprendre ni à ce qu'elle fut ni à ce qu'elle est devenue si l'on s'entête à gommer de son histoire un élément aussi essentiel de son identité.

De quoi a-t-on eu peur ? L'héritage chrétien a été corrigé par les Lumières, ses valeurs se sont sécularisées, et l'Europe est, fort heureusement, devenue laïque. Quelle que fût la forme que les vicissitudes des histoires nationales ont fait prendre à la laïcité, que l'État y soit rigoureusement séparé des Églises comme en France ou qu'il ait conservé des liens institutionnels avec elles comme en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en Scandinavie, partout en Europe la liberté de conscience est garantie. Alors, de quoi a-t-on eu peur ?

On a eu peur de l'intégrisme chrétien, dont on sait les ravages aux États-Unis et qui se montre offensif en Espagne et en Pologne. La peur est mauvaise conseillère. Nul ne peut croire sérieusement à un retour de bâton intégriste en Europe. Y croirait-on que le meilleur antidote n'est pas l'occultation de la vérité historique, mais un discours laïque riche et nuancé, capable d'assumer l'Histoire dans toute son ampleur. Les peuples d'Europe ont besoin d'une perspective historique cohérente qui n'évacue pas des pans entiers de ce qui les a structurés.

On a eu peur aussi d'aliéner les nouveaux Européens. Pourquoi un jeune Maghrébin, puisque c'est surtout de lui qu'il s'agit, ferait-il sien un narratif qui l'exclut, pis, qui fait de ses ancêtres des ennemis, puis des soumis ? Je répondrai que cela dépend de la manière dont on l'enseigne. Intelligemment conçue, une pédagogie de l'Europe peut et doit être inclusive sans violer l'histoire. On l'a fait en France, au temps de la République, qui a su, quoi qu'on en dise, intégrer à l'histoire nationale peuples, communautés et religions, et métamorphoser des générations d'immigrants de fraîche date en Français à part entière, fiers de leurs « ancêtres les Gaulois ». On objectera que cette méthode a montré ses limites, et que la France même, ce formidable broyeur d'identités particulières, ne semble plus capable de digérer ses immigrants. Mais qu'est-ce que cela prouve, sinon que la France a tourné le dos à ses propres traditions républicaines, a passé par pertes et profits ses mythes fondateurs et renoncé ainsi au socle commun d'un narratif partagé par tous ? C'est bien beau de vouloir démythifier l'histoire nationale, encore faut-il avoir quelque chose à démythifier... On objectera encore que l'Europe n'est pas une nation et ne le sera jamais, et qu'elle est privée du ciment unificateur d'un narratif partagé. Mais, outre que ce narratif partagé existe, on l'a vu, et qu'il ne demande qu'à être mis en lumière, son ampleur, la richesse des influences croisées qui en font la trame, l'absence même de la passion collective exclusive qui caractérise les nationalismes, le rendent plus perméable à une pédagogie de l'inclusion. Dans son architecture et son commerce, dans la transmission des savoirs et des techniques, dans ses idiomes, ses arts et son imaginaire, l'Europe porte une part d'islam qui peut être une porte d'entrée dans son passé pour ses citoyens musulmans.

Enfin et surtout, on a eu peur pour la laïcité, que la mention des racines chrétiennes de l'Europe aurait prétendument mise à mal. Mais la laïcité elle-même fait partie de cet héritage chrétien : « laïc » et « séculier » sont des mots d'Église. Et la liberté de conscience dont elle se prévaut est née des horreurs des guerres confessionnelles et fut d'abord l'affaire des humanistes chrétiens, les Érasme et les Castellion écœurés par l'odeur âcre des autodafés. Car il n'est pas question de taire les horreurs commises au nom du Dieu d'amour ; l'histoire n'est pas un menu à la carte, où l'on puise ce dont on a envie et on laisse le reste. Il importe de la faire sienne tout entière, telle qu'elle fut, avec ses lumières et

ses ombres, ses héros et ses vilains, car on ne bâtit rien de solide sur le mensonge, fût-il d'omission. Oui, l'Europe se mutile en refusant d'assumer la totalité de ses héritages. Voilà pourquoi il m'a semblé que la peur panique de mentionner les racines chrétiennes de l'Europe au nom de la laïcité était absurde et dommageable pour l'identité de l'Europe. En effet, comment appréhender l'avenir en niant le passé ? Et comment intégrer l'autre si l'on choisit d'ignorer qui l'on est soi-même ?

Surtout, au nom de quelle archaïque conception de l'histoire s' imagine-t-on que dire honnêtement ce qui a été, détermine à jamais ce que l'on est, et rend compte de ce que l'on veut être ? C'est cette conception de l'histoire, caractéristique des déterminismes d'antan, qui a vidé de toute signification le débat désespérant sur l'introduction des dites racines chrétiennes dans le préambule du Traité constitutionnel. On s'est affronté, comme un siècle auparavant, à partir de positions irréelles, laïcs contre confessionnalistes, ceux-ci cherchant une sorte de revanche d'Ancien Régime, ceux-là faisant mine de croire à une possible restauration.

Toute civilisation est faite de couches superposées, par sédimentation. L'archéologue qui ne s'intéresserait qu'à sa dernière strate en ignorant celles qui l'ont précédée ferait un bien mauvais travail. Il ne sert à rien de sauter comme un cabri en criant valeurs, valeurs, valeurs. Les valeurs dont l'Europe est légitimement fière et qui, indubitablement, la fondent aujourd'hui, ne sont pas nées le jour de la signature des Traités de Rome dans la tête de leurs signataires. Elles ont leur propre histoire, ont connu une longue maturation, se sont imposées à l'Europe puis au monde au prix de durs combats et d'indicibles souffrances. Désincarnées, déracinées, privées de leur épaisseur de temps et de sang, assénées comme des dogmes, comment feraient-elles le poids face à des communautarismes inspirés, eux, par le message exaltant de la transcendance, ou celui de la souffrance partagée, ou les deux ?

Elie BARNAVI, *L'Europe frigide*,  
Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008,  
pages 37 à 48.





